

Claire Brisset, journaliste, ancienne Défenseur des enfants
Contribution au Colloque de la CNCDH et de Sciences Po :
La Déclaration des droits de l'homme plus que jamais, Paris 16 novembre 2018

Libérés de la misère...

Nous savons tous ce que veut dire le mot misère, nous venons d'en entendre parler. Nous parlons plus volontiers aujourd'hui de pauvreté : c'est une notion que les institutions internationales ont cherché à affiner depuis plus de vingt ans, dans la ligne de la DUDH. Il s'agit à la fois de chercher à fixer des limites **quantitatives**, en particulier des seuils de revenus, mais aussi, et peut-être surtout, d'élaborer des critères plus **qualitatifs**.

-I- Qu'est-ce qu'être pauvre ?

Pendant longtemps, le duo pauvreté-richesse a prévalu dans l'analyse sociale et économique. L'analyse se bornait à une **évaluation financière** moyenne des revenus des familles ou des individus. Être pauvre, c'était disposer de moins de X par mois ou par an. On sait aujourd'hui que c'est une **facilité de langage** et un souci d'analyse rapide, pour ne pas dire expéditif.

C'est le **Programme des Nations Unies pour le Développement** qui, le premier au sein de la galaxie ONU, a attiré l'attention sur le prisme déformant de ce type d'analyse. En 1990, sous l'impulsion de deux économistes, le pakistanais Mahbub Ul Haq et l'indien **Amartya Sen**, qui recevra pour cela le Prix Nobel d'économie, un autre type d'analyse s'est élaboré, en s'écartant de l'évaluation purement économétrique. Amartya Sen était originaire de ce qui est aujourd'hui le Bangladesh et il avait beaucoup réfléchi à la grande famine du Bengale en 1943 qui fit plusieurs millions de morts.

De ces travaux est né **l'Index de Développement Humain**, qui n'a cessé de s'enrichir depuis, et que le PNUD publie désormais chaque année. A la base de cette réflexion, un constat : on se trompe complètement si on se borne à analyser la pauvreté – ou la richesse – en termes purement financiers. Si l'on se borne à compter de cette manière, on constatera que le PIB par tête est de moins de 1000 dollars par habitant dans les pays les plus pauvres du monde et de plus de 20 000 dans les pays les plus riches. Mais on sait aujourd'hui qu'il faut nécessairement y adjoindre d'autres critères, tels que le niveau d'alphabétisation, l'accès à l'eau potable, l'accès à des installations de santé, même rudimentaires, l'espérance de vie. Depuis peu, le PNUD y a ajouté le thème des inégalités, puis l'impact de la discrimination entre les hommes et les femmes sur la pauvreté. Cette façon de voir a même été rejointe par les institutions de Bretton Woods et c'est ainsi que la **Banque Mondiale** analyse elle aussi la pauvreté qu'elle appelle « multidimensionnelle », qui englobe tout cet ensemble de critères. Conversion de la Banque Mondiale, très intéressante. J'ai même trouvé dans une déclaration du directeur général de la Banque Mondiale Jim Yong Kim, en octobre dernier, cette phrase qui pourrait avoir été écrite par Karl Marx, je cite : « Le capital humain est souvent le seul capital des personnes les plus pauvres »...

Le dernier rapport du PNUD (2018) franchit une **nouvelle étape** dans cette analyse qualitative de la pauvreté : il souligne que l'on ne peut pas se borner à évaluer l'espérance de vie par un simple chiffre mais qu'il faut y adjoindre la notion **d'espérance de vie « en bonne santé »** ; que sur **l'éducation**, on ne peut pas simplement compter le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire mais se demander ce que font les enfants à l'école et, par exemple, faire entrer dans l'analyse le **nombre**

d'enfants par enseignant, qui peut varier de 30 à 100. Le rapport insiste cette année encore sur le rôle des **inégalités**.

C'est ainsi que, grâce à cette nouvelle approche, on voit que les pays les mieux « notés » du monde sont la Norvège, la Suisse, l'Irlande et l'Allemagne, que les **Etats-Unis, pays le plus riche du monde n'arrivent qu'en 11^{ème} position**, la France en 24^{ème} mais que **l'Arabie Saoudite**, malgré son PIB par tête très élevé n'est classée que **38^{ème}** et les Emirats arabes unis 42^{èmes}, juste après le Portugal. On voit aussi, parmi les pays producteurs de pétrole le **Vénézuéla au 78^{ème} rang**, juste avant Sri Lanka, **l'Algérie 91^{ème}** et la **Syrie** tout en bas de la liste, au même niveau que l'Angola.

Car cette nouvelle manière d'analyser la pauvreté nous fait toucher du doigt la **fragilité des acquis**. Rien n'est acquis pour toujours dans la lutte contre la misère et contre les inégalités. Par ailleurs, l'un des tout premiers ennemis du développement n'est pas seulement le cynisme des puissants, c'est aussi la **guerre**. C'est ainsi qu'on voit les formidables régressions qui sont à l'œuvre en Syrie, qui avait atteint il y a dix ans, comme l'Irak, un niveau de développement que nous pensions irréversible et dont on voit aujourd'hui les efforts ruinés pour des générations. Pour ne pas parler du Yémen, qui fait l'objet d'une destruction méthodique.

Le rapport 2018 du PNUD insiste enfin sur un facteur de pauvreté qui a été très souvent négligé par les analyses économiques : les dégâts commis sur **l'environnement**, la destruction de la forêt, les pertes en eau potable. On comprend bien, à la lecture de ce rapport, que l'on est loin d'un phénomène marginal. **La destruction de l'environnement est un facteur indubitable de paupérisation**, en soi d'abord, et aussi parce qu'elle est à l'origine des migrations climatiques de ceux qui ne peuvent plus vivre sur leur sol.

On comprend aussi que les facteurs de la pauvreté multidimensionnelle **s'entretiennent les uns les autres**, ils sont totalement **interdépendants**. Pour ne prendre qu'un exemple : qu'est-ce qu'un enfant va apprendre à l'école s'il y arrive le ventre vide ? Quel sera le poids d'un nouveau-né à la naissance, donc son espérance de vie, si sa mère a été elle-même sous-alimentée et obligée de travailler jusque dans les derniers jours de sa grossesse ?

-II- Combien de pauvres ?

Si on retient cette forme d'analyse, qui fait aujourd'hui l'unanimité, combien le monde compte-t-il de pauvres, et où sont-ils ?

A – Premier point : le monde compte aujourd'hui moins de pauvres qu'il y a seulement 30 ans.

Plus d'un milliard d'individus sont sortis de la pauvreté absolue, en grande partie grâce à l'évolution de la Chine. L'espérance de vie était de 59 ans en moyenne dans le monde il y a 30 ans, elle a dépassé 70 ans aujourd'hui. Une fois de plus, on voit à quel point les moyennes sont trompeuses car dans les pays les plus pauvres du monde elle ne dépasse qu'à peine 60 ans. Et là encore, le critère de l'espérance de vie ne nous suffit plus. Même chose pour ce qui est de l'inscription à l'école primaire. Au début des années 2000, 100 millions d'enfants n'allaient pas à l'école du tout, ils sont aujourd'hui environ 50 millions. Oui, mais dans quelles conditions ? Ne font-ils que s'asseoir dans une classe, sans vraiment y apprendre ?

B - Aujourd'hui, si l'on utilise l'analyse multidimensionnelle de la pauvreté, 1,3 milliard d'être humains vivent dans la « pauvreté absolue ». Mais l'analyse oblige à recourir aujourd'hui au critère des inégalités.

- **Inégalités entre continents** : la pauvreté absolue se concentre en Asie et du sud et en Afrique sub-saharienne, et l'évolution est très rapide. C'est l'Afrique qui compte aujourd'hui plus de la moitié des pauvres du monde car le Nigéria est en train de ravir la place de l'Inde en effectifs de pauvres absolus. Sur les 27 pays les plus pauvres du monde, 26 sont en Afrique subsaharienne.

- A l'inégalité entre les continents, il faut bien entendu adjoindre **l'inégalité entre les pays**, et au sein d'un même pays. La palme revient ici aux pays les plus « riches » du monde que sont les pays du Golfe, où 10% les plus riches possèdent 61% des richesses du pays. En Inde, 55% des richesses du pays sont concentrées entre les mains des 10% les plus riches du pays. Aux Etats-Unis, le 1% le plus riche de la population possède 20% des richesses du pays et la liste n'est pas close. En Europe, en France, sommes-nous parvenus à réduire sensiblement les inégalités, objectif déclaré des politiques redistributives, de l'impôt, des filets de sécurité

instaurés dans ce but depuis des décennies ? Nous avons vu à l'instant que nous étions loin du compte.

- **Inégalités entre les villes et les campagnes.** Certes, 860 millions d'êtres humains vivent actuellement dans les bidonvilles, mais la pauvreté absolue est néanmoins 4 fois plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbanisées.

- **Inégalités entre les hommes et les femmes.** Partout dans le monde, y compris dans les pays les plus « riches », l'indice de développement humain est plus faible pour les femmes que pour les hommes, sous l'effet des retards multidimensionnels accumulés depuis des générations, en particulier du fait de la sous-scolarisation, sous-qualification des filles.

Pour conclure, rappelons-nous qu'en 2015 les Nations Unies ont placé tout à fait en tête des 17 Objectifs du Développement Durable l'objectif de faire passer la pauvreté absolue sous le seuil des 3% de la population mondiale, un objectif que la Banque Mondiale traduit en souhaitant mettre un terme à l'extrême pauvreté d'ici à 2030.

Est-ce une utopie, à ranger aux côtés de l'«extinction du paupérisme » publié pour le futur Napoléon III, le prince Louis-Napoléon Bonaparte en ... 1844 ? ?

Claire Brisset